

tiquement inconditionnel des fusées, les U.S.A. internationalisent la répression et exportent la contre-révolution : la crise des Caraïbes n'a pas provoqué de guerre mais elle n'a pas garanti la paix ; les coups d'Etat militaires se succèdent, en Argentine, au Brésil et Saint-Domingue est directement attaqué.

L'intensification de la guerre au Vietnam et la politique opportuniste des Soviétiques qui laissent pour la première fois bombardier un pays socialiste est un second avertissement décisif pour Cuba qui évolue dans ce qu'on pourrait appeler un espace stalinien à trois dimensions : nationale avec le P.S.P., internationale avec l'U.R.S.S., latino-américaine avec les partis communistes du continent.

### L'expérience latino-américaine

La critique voilée adressée par Fidel Castro aux partis communistes latino-américains est ancienne. Il leur a reproché souvent de ne pas engager — en dépit de conditions objectives favorables — la lutte armée pour prendre le pouvoir ; et la 2<sup>e</sup> Déclaration de La Havane a longtemps traîné dans les tiroirs avant d'être diffusée. Malgré cela, la direction fidéliste est restée sinon silencieuse du moins réservée ; le conflit sino-soviétique n'a pas été abordé jusqu'en 1966 ; quand le sujet était effleuré, c'était pour souligner la nécessité de renforcer l'unité du camp socialiste « sur la base des principes » sans que Cuba prenne parti.

La Conférence Tricontinentale dont le but était de déterminer une stratégie révolutionnaire pour l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine supposait de la part des participants le respect des textes adoptés, notamment ceux concernant la lutte armée reconnue comme forme de lutte nécessaire dans la plupart des pays du continent ; dans la mesure où les dirigeants cubains ne se faisaient guère d'illusions sur l'adhésion des P.C. à de tels principes, la présence nombreuse de ces partis, l'absence de certaines organisations révolutionnaires latino-américaines à la Conférence, laissent à penser que la Tricontinentale a fait l'objet d'un compromis ; avait-il pour but de démasquer les « pseudo-révolutionnaires » en les mettant au pied du mur ? C'est possible. Si ce n'était pas le cas, la suite des événements aura été pour la direction cubaine une douche écossaise : à peine rentrée, la délégation chilienne déclarait que la Conférence n'obligeait pas tous les partis à prendre les armes et qu'au Chili, la conquête du pouvoir par des voies pacifiques et électorales était possible. En février-mars 1966, la délégation du P.C.F. qui visite Cuba émet un communiqué conjoint avec le P.C. cubain où les deux parties font part de « leur accord le plus large quant à l'ensemble des problèmes traités au cours des conversations » ; le P.C.F. donne « son appui chaleureux aux accords et aux déclarations de la Tricontinentale ». Il n'y est pas fait mention explicite de la lutte armée comme instrument privilégié pour la prise du pouvoir. Un an après, *L'Humanité* du 4 avril commente sournellement l'échec de Frei aux élections municipales au Chili : « Elles montrent (ces élections) que la mitrailleuse n'est pas forcément ni partout le seul instrument d'action politique efficace. » Toujours dans *L'Humanité* (16-1-67), dans une interview étonnante (évidemment dirigée contre le P.C. cubain), Luis Carlos Prestes, secrétaire général du

P.C. brésilien, déclare : « Rien de pire que la phraséologie pseudo-révolutionnaire qui contribue à isoler les communistes des grandes masses des travailleurs. » La solution qu'il faut au Brésil ? « Unifier toutes les forces hostiles à la dictature. » La déclaration est si ambiguë que Lacerda, homme politique d'extrême-droite, semble faire partie de ces « forces hostiles ».

Autre déception : la Tricontinentale proclamait « le droit et le devoir... pour les *Etats et les gouvernements progressistes du monde* d'appuyer matériellement et moralement les peuples qui luttent pour leur libération ou qui sont attaqués directement ou indirectement par des puissances impérialistes ». Ce qui, réciproquement, signifie ne pas appuyer matériellement ou moralement les pays qui sont directement ou indirectement liés à ces mêmes puissances, par exemple le Chili et son président Frei, « laquais de luxe de l'impérialisme américain ». Fidel Castro s'en était déjà pris avec violence au dirigeant de la bien-heureuse « révolution dans la liberté », mais la nouvelle collaboration entre les gouvernements soviétique et chilien a donné lieu, dans « Granma », à une mise en page pour le moins surprenante : dans la partie gauche du journal un entrefilet « anodin » annonce la signature d'accords « qui seront une base importante pour le développement des relations économiques et commerciales entre l'U.R.S.S. et le Chili », et un crédit soviétique « à des conditions avantageuses » sera accordé à la partie chilienne. La partie droite oppose à cette nouvelle un entrefilet symétrique du premier qui définit ainsi le gouvernement chilien : « Le gouvernement de Frei représente les intérêts oligarchiques et pro-impérialistes qui s'opposent à la révolution et aux transformations sociales et politiques du pays frère chilien. » Il mène une politique de soumission aux « diktats de Washington » et c'est « l'un des principaux alliés de l'impérialisme ». Symboliquement, entre les deux colonnes, un titre : « La semaine au Vietnam » et en dernière page, un avertissement à « ceux qui, par leur soutien, contribuent à aiguiser les griffes de l'ennemi le plus dangereux du peuple chilien<sup>2</sup> ». Che Guevara avait déjà déclaré, dans son discours d'Alger : « Les pays socialistes ont le devoir moral de liquider leur complicité tacite avec les pays exploités de l'Ouest », mais il ne faisait allusion qu'aux conditions inégales d'échange entre pays socialistes et pays sous-développés. Il n'avait même pas considéré que des subsides directs puissent être accordés à une oligarchie pro-américaine. Les Cubains ne sont pas les seuls à protester, l'E.L.N., armée de libération nationale de Colombie, vient d'appuyer les déclarations de Fidel Castro : la signature d'un accord commercial, culturel et financier avec le gouvernement colombien de Lleras Restrepo, qui mène la répression contre les mouvements révolutionnaires, l'a amenée à déclarer : « Nous estimons qu'une aide quelconque que le camp socialiste apporterait à ces pays... ne pourra que contribuer à four-

2. Cependant, en ce qui concerne le Mexique, les déclarations cubaines peuvent prêter à confusion : Fidel Castro a dit du gouvernement mexicain qu'il est le seul « dont la position internationale mérite notre respect » : il est vrai que c'est le seul gouvernement latino-américain à ne pas avoir rompu les relations diplomatiques avec Cuba ; mais la déclaration en elle-même semble oublier qu'il reste lié aux U.S.A. et qu'il mène sur le plan intérieur une politique répressive à l'égard des militants révolutionnaires.